



RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 34
24 octobre
2007

Après le succès du 18 Tous ensemble pour la manifestation du 27 octobre



Sommaire en page 5

Déroulement de la manifestation du 27 octobre:

13h00: Place de la République : Pique-nique géant (amener son repas)

13h30: Animation musicale

14h00: Départ de la manifestation

15h30: Rotonde de Stalingrad: Interventions

- de syndicalistes (EADS, Virgin, Cheminot, Enseignant)
- d'un marcheur du Nord pour l'emploi et d'Alain Bocquet
- de personnalités: acteurs des luttes des Sans Papiers, contre les franchises médicales, etc...
- de Mickaël Schlecht, syndicaliste de Ver.di (Berlin)

16h40: Marie-George Buffet

17h00: Fin de la manifestation

EDITO



LE 27 OCTOBRE A PARIS!

En marche pour l'emploi ! Demandeurs d'emploi, salariés précaires, militants politiques, associatifs et syndicaux ont pris la route à Lille, ce 24 octobre, pour rejoindre par étapes, rencontres et débats successifs à travers six départements et trois régions, l'Élysée de Nicolas Sarkozy le samedi 27, et y déposer des milliers de CV.

A l'offensive donc, pour une riposte politique et constructive, large et populaire, au défi arrogant du "*Travailler plus*", au nom des 200 000 femmes, hommes et jeunes -combien davantage en réalité!- chômeurs de nos deux départements, qui ne demandent qu'un emploi, un statut, un salaire décent.

Ils sont des millions dans notre pays à partager aujourd'hui, cette colère et ces exigences.

Et l'emploi de qualité avec la formation constituent l'enjeu majeur autour duquel parlementaires, élus et militants communistes présents sur le terrain agissent, rassemblent pour franchir le 27 octobre, Place de la République, une nouvelle étape dans la résistance aux choix de la droite, du Medef, de la Bourse, de la BCE et des banques; une nouvelle étape dans la construction du changement dont la France et son peuple ont le plus urgent besoin.

Alain BOCQUET
Porte Parole des députés communistes

LES MARCHEURS DU NORD-PAS-DE-CALAIS À LA RENCONTRE DES POPULATIONS SUR L'EMPLOI

Le 17 octobre 100 marcheurs étaient inscrits, 2000 CV récoltés.

A 7 jours du départ, les participants de la marche sont dans les derniers préparatifs. Essentiellement sans emploi, plutôt jeunes ou anciens salariés d'entreprises délocalisées mais n'ayant pas été reclassés, ils sont une centaine inscrits à ce jour pour partir pendant 4 jours de Lille et Calais à Paris afin de déposer plusieurs milliers de CV sur le bureau du Président de la République.

Depuis 3 semaines, les élus communistes et républicains du Nord Pas de Calais et des militants sont présents sur les marchés pour présenter l'opération « VOS CV A L'ELYSEE ». 2000 CV ont été récoltés à ce jour.

De nombreux témoignages s'adressant directement au Président de la République ont été transmis aux élus ou auprès des militants communistes. Dans ces courriers des habitants du Nord-Pas-de-Calais expriment leur colère et dénoncent l'injustice de leur situation. Le discours « travailler plus pour gagner plus » ne passe pas chez celles et ceux qui ont du mal à trouver un emploi stable.

La marche pour l'emploi part de Lille le mercredi 24 octobre à 9h30.

mercredi 24 octobre :

10h30: **Harnes** accueil en mairie par le Maire

11h00: **Lens**, Place de St Quentin à . Défilé jusqu'à la préfecture.

13h00: **Avion**, accueil par le Maire, déjeuner.

14h30: **Cambrai** devant l'hôtel de ville.

16h00: **St Quentin** dans l'Aisne. Rassemblement devant la mairie. Demande d'audience auprès de X. Bertrand Ministre des affaires sociales, élu de St Quentin.

18h00: **Tergnier**, réunion publique salle des Arts et Loisirs avec J Dessalanges Député Maire et M. Coureau Conseiller Général

Hébergement à **Montdidier**.

Jeudi 25 octobre

10h30: **Ribecourt** dans l'Oise. Accueil JG. Letoffé Maire et P. Carvalho Conseiller Général. Repas

16h00: **Creil**, rencontre avec la population et les élus locaux esplanade du Centre commercial , plateau Rouher.

17h00: **Montataire**, Salle de la Libération avec JP. Bosino, Maire.

Vendredi 26 octobre

11h30: **Bobigny Seine St Denis**. Rassemblement départemental place de la Libération avec H. Bramey président du Conseil Général

16h00: la marche de l'emploi se divise en 2 :

1 bus à **Ivry** : Mairie rencontre avec M Gosnat Député Maire

1 bus à **Villejuif**: Mairie rencontre avec C. Cordillot Maire.

18h00: **Vitry** Mairie, rencontre débat public avec C. Favier Président du Conseil Général

20h00: Banquet salle des sports. 800 personnes attendues.

Samedi 27 octobre

10h15: les bus partis du Nord et du Pas de Calais rejoignent les marcheurs à 10h00 au péage de Senlis jusqu'à l'Élysée

11h00: **Paris**, place de la Madeleine. Une délégation part pour l'Élysée.

Pique nique géant place de la République

CONFERENCE SUR L'EGALITE HOMME / FEMME

Une interview de Laurence Cohen Secrétaire fédérale du PCF du Val de Marne

Le 26 Novembre prochain, le gouvernement tiendra une conférence sur l'égalité Homme/Femme au cœur de la négociation salariale, après celle concernant les négociations des grilles de salaires et celles sur les classifications. Mais cela fait près de 25 ans que la question d'égalité professionnelle Femme/Homme fait l'objet de débats et de mesures gouvernementales sans que rien ne change. Le salariat des femmes est toujours, comme celui des populations issues de l'immigration, une variable d'ajustement pour peser sur l'ensemble des salariés.

Quelle est la situation des femmes au travail aujourd'hui ?

Le constat est alarmant. Une femme sur trois travaille à temps partiel. Elles représentent 83% des 3 500 000 personnes travaillant à temps partiel, alors que près des trois quarts souhaiteraient exercer une activité professionnelle à 35 heures par semaine. A cela il faut ajouter qu'elles sont pour 53% des emplois aidés ou en CDD et que 80% d'entre elles sont payés en dessous du SMIC. Elles sont aussi 57% des chômeurs non indemnisés.

Ainsi 82% des travailleurs pauvres sont des femmes et 40% d'entre elles ont moins de 30 ans.

Alors que les jeunes filles sont majoritaires dans l'accession aux diplômes, l'écart des salaires entre les hommes et les femmes reste de 27% !

Qu'attendre de la conférence pour l'égalité annoncée par Nicolas Sarkozy ?

Malgré les lois Aubry 1983, Genisson 2001 et l'accord interprofessionnel de 2004 visant à l'obligation de publication des bilans sur l'égalité dont 29 seulement ont été réalisés à ce jour ! On est encore très loin d'une véritable égalité. Toutes les études sur les critères d'embauches, les salaires, la formation professionnelle, le déroulement de carrière, en attestent.

Durant la campagne de la présidentielle N. Sarkozy a déclaré « Il faut éradiquer les préjugés en matière d'orientation professionnelle des filles... la formation professionnelle participe clairement à la réduction des écarts de qualification ». Ou encore : « les entreprises doivent faire des efforts quant au rythme et à l'organisation du travail pour

permettre la conciliation de la vie professionnelle et familiale. Les commerces et les services publics devront adapter leurs horaires d'ouverture pour faciliter la vie de ceux qui veulent travailler » Selon lui, avec de telles mesures, l'égalité serait atteinte en 2009. Ne soyons pas dupes, derrière ce discours, se profile l'accentuation du travail à temps partiel pour faire reposer sur les seules femmes l'éducation des enfants. Quant à ladite adaptation des horaires d'ouverture des commerces, n'est-ce pas l'ouverture du dimanche qui est visée ? N'est-ce pas la version féminine du « travailler plus pour gagner plus » ?

Quelle riposte et pour quoi faire ?

Depuis de nombreuses années nous nous battons pour le respect de l'égalité professionnelle. Atteindre cet objectif exige des négociations annuelles sur les embauches, les salaires, les promotions. Les atteintes à l'égalité seraient alors considérées comme une discrimination punissable pénalement. Une commission de contrôle d'application des lois pourrait être mise en place dans chaque entreprise. Il faut également des sanctions financières (suppression des exonérations des cotisations patronales, voire porter la cotisation au niveau d'un emploi à temps plein) à l'égard des entreprises qui contraignent les femmes au travail à temps partiel alors que celles-ci souhaitent un travail à temps plein. Face à la grande précarité que vivent les femmes, il est indispensable de porter le SMIC à 1500 euros et de transformer tous les contrats précaires en CDI.

*** Une riposte d'envergure est de rigueur pour faire avancer des propositions alternatives répondant aux aspirations réelles, comme celles que je viens d'énoncer et pour empêcher le gouvernement de Sarkozy d'aller plus loin dans la casse des acquis et des droits sociaux.**

*** Riposte pour construire avec des milliers d'hommes et de femmes un autre avenir que celui qu'on nous impose aujourd'hui.**

*** Mobilisations avant la conférence gouvernementale avec les mouvements féministes, avec la manifestation du 27 octobre, étape d'une forte convergence de luttes multiples.**

TOUT DOIT ETRE FAIT POUR SAUVER JOURDAN

L'audience du tribunal de Romans du 17 octobre s'est conclue par un sursis jusqu'au 23 novembre prochain. En décidant d'ouvrir une période allant jusqu'au 30 octobre au cours de laquelle d'éventuels repreneurs pourront se faire connaître, le tribunal a de facto engagé un plan de cession.

La situation est très sérieuse. Après le 23 novembre, si aucun plan de reprise n'est validé le risque est grand de voir les portes de l'usine Jourdan se fermer et 210 salariés se retrouver sur le carreau. Tout doit donc être fait pour éviter une telle issue.

L'essentiel est le rapatriement de la marque. M. Bilquez qui, lors du plan de reprise en 2005, s'était engagée à la (re)domicilier en France doit respecter cet engagement. Mais le holding qui détient la SAS Charles Jourdan et la marque est en grande difficulté. Un montant de dettes d'une dizaine de millions d'Euros contractées auprès des fonds d'investissements que détient M. Bilquez lui-même.

Sauver Jourdan implique donc non seulement le rapatriement de la marque mais également des décisions permettant d'apurer le passif et de financer la relance d'un projet industriel crédible.

Des solutions et de réelles possibilités existent. Les pouvoirs publics ont une grande partie des cartes en main. Ils doivent agir.

Les communistes sur la lancée de leurs précédentes initiatives vont poursuivre leur action dans 4 directions :

- Audience chez le Préfet et le député M. Bianchéri avec remise d'une pétition forte de plus d'un du millier de signatures recueillies sur la localité, demandant notamment que tout soit mis en oeuvre **pour que la marque Jourdan revienne à Romans.**
- Appel au plus large rassemblement des forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes pour **créer les conditions d'une action diversifiée et efficace** afin de maintenir sur notre localité ce fleuron de l'industrie de la chaussure et avec lui les emplois et l'activité industrielle qu'il induit.
- Obtenir **l'implication des banques** afin qu'elles participent à un montage financier nouveau. Celui-ci pourrait reposer sur une intervention du Conseil régional avec le FRERA qui bonifierait de façon sélective les prêts consentis à l'entreprise : plus celle-ci programmerait d'emplois et de formations en investissant et plus la bonification par le Fonds régional serait importante. Le FRERA pourrait aussi aider à constituer une garantie.
- Mobiliser les salariés et les populations pour la réussite du **27 octobre.**

Sommaire

- ✓ Éditorial d'Alain Bocquet..... page 2
- ✓ Marche pour l'emploi.....page 3
- ✓ Conférence égalité hommes-femmes..... page 4
- ✓ Jourdan doit vivre page 5
- ✓ Non à l'OPA d'Alcoa sur Alcan page 6-7
- ✓ Lisbonne: une grande manif contre la fléxicurité.....page 8
- ✓ Rome: le 20 octobre:Manifestation pour infléchir à gauche la politique de Prodi-----page 8

NON A L'OPA D'ALCOA SUR ALCAN-EUROPE

Yves DIMICOLI

Prédateur il y a trois ans lorsqu'il lançait une OPA hostile sur Péchiney, Alcan, groupe canadien de l'aluminium, est aujourd'hui devenu une proie pour l'Américain Alcoa. Celui-ci vient, en effet, de lancer une OPA hostile contre Alcan proposant de le racheter pour un montant total de 33 milliards de dollars (24,3 milliards d'euros) dette comprise.

Cette nouvelle bataille boursière risque de coûter cher aux salariés des sites européens d'Alcan, français notamment. On se souvient, en effet, combien l'OPA du canadien sur Péchiney en 2003 avait été suivie de suppressions d'emplois et de cessions d'actifs. Cette année-là, le gouvernement de droite n'avait pas daigné lever le petit doigt contre cette dépossession d'un atout industriel majeur qui, aujourd'hui, s'avère formidablement rentable avec les hauts cours de l'aluminium.

Ce qui intéresse Alcoa c'est, d'abord, la possibilité de disposer d'une taille très accrue en mettant la main sur un savoir-faire et un potentiel d'innovation. Dans ce secteur, en effet, toutes les entreprises cherchent à grossir au détriment des rivaux plutôt que d'organiser les coopérations pour partager les coûts et les résultats des recherches comme des équipements.

Mais cette fusion possible risque de se heurter aux règles établies en matière de concurrence et de lutte contre les positions dominantes.

Déjà, lors du rachat de Péchiney par Alcan, la Commission européenne avait imposé des cessions d'actifs. Mais le rapprochement avec Alcoa devrait donner naissance à un géant qui contrôlerait le quart du marché mondial de l'aluminium. Dans certains secteurs la position acquise serait hyper-dominante. Ce serait particulièrement le cas s'agissant des tôles d'aluminium pour l'aéronautique dont le marché mondial serait alors contrôlé à plus de 70% par ce nouvel ensemble.

L'affaire est suffisamment sérieuse pour inquiéter

les dirigeants d'Airbus qui, dans un communiqué du 8 mai dernier, déclarent : « *La concentration à grande échelle en cours dans l'industrie des métaux pourrait altérer négativement le développement, le prix et la fourniture des matériaux* ». Concrètement, Airbus pourrait être dépendant, s'agissant des coques d'avion, d'une multinationale dont le siège est aux Etats-Unis, c'est à dire dans le pays où se trouve aussi le siège de son principal concurrent, Boeing ! On peut comprendre l'émoi.

Le rachat d'Alcan par Alcoa pousserait aussi ce dernier à réaliser des « synergies », avant tout en diminuant les « doublons ». Outre les sièges sociaux réservés aux États-Unis et au Canada, il s'agirait aussi pour les dirigeants d'Alcan de lancer un programme d'économies de 735 millions d'euros en trois ans, dont les cibles prioritaires seraient, non pas les coûts financiers, mais les « coûts salariaux ».

Le site d'Issoire, aux performances réputées, serait cependant exposé, dans une telle hypothèse, à une « rationalisation » de ce type. En effet, il n'est pas le seul site de production d'aluminium destiné à l'aéronautique, mais il appartient aujourd'hui au canadien Alcan, alors qu'Alcoa en possède un aux États-Unis.

C'est dire s'il est justifié de tout faire pour que soit repoussée une telle perspective. Plus encore qu'hier, en effet, ce qui est en cause c'est la maîtrise d'un secteur absolument stratégique pour la France et pour l'Union européenne. Ce n'est pas parce que le gouvernement Raffarin, dans lequel M. Sarkozy était déjà ministre, s'est comporté de façon absolument irresponsable dans l'affaire Péchiney qu'il faille se résigner à redoubler dans une aventure qui risque d'accroître les dominations nord-américaines sur la France et l'Europe, contre l'emploi et la croissance.

Il faut exiger la suspension de toute l'opération d'absorption d'Alcan par Alcoa en invoquant le caractère stratégique du secteur concerné. Cer-

tes, M. Sarkozy n'a pas hésité à afficher ses penchants atlantistes et pro-Bush. Mais il est désormais président de la République française et, à ce titre aussi, il se doit de défendre les intérêts et de la France et de l'Union européenne face à l'hégémonie des multinationales américaines, Alcoa et Boeing en tête.

Bien sûr, on sait la concurrence qu'entraîne pour l'aluminium l'appel des avionneurs aux matériaux composites, comme c'est le cas, par exemple, pour le nouveau 787 Dreamliner de Boeing ou le futur Airbus A 350 XWB. Mais, cela exige de redoubler d'efforts en matière de recherche-développement, en matière de formation qualifiante des salariés et d'investissements matériels associés, avec la volonté de construire, pour cela, les coopérations nécessaires, plutôt que de capituler en rase campagne.

Laisser l'OPA se réaliser ce serait, après le lâche abandon de Péchiney, poursuivre la fuite en avant dans l'abaissement industriel de la France et dans l'enchaînement de l'Europe aux États-Unis.

Cette tentative de fusion intervient après un lessivage par Alcan des atouts humains et matériels de Péchiney. Les effectifs en France sont passés de 17 000 salariés en 2003 à 15 000 en 2006.

Les dirigeants d'Alcan avaient en vue d'aller encore plus loin dans la pression sur la masse salariale et le refus du développement des capacités humaines. Un document interne, révélé en 2004, ne prévoyait-il pas la vente de 25 sites en Europe et la suppression de plus de 5140 emplois ? Tout cela dans le but, avant tout, de rendre encore et toujours plus d'argent aux actionnaires, dans un contexte où les profits deviennent d'autant plus faciles que les prix des métaux s'envolent.

Le PDG d'Alcan, Dick Evans, se félicitait le 31 janvier 2007 en ces termes : « *Notre performance financière de 2006 a atteint un nouveau sommet de l'histoire de la société, grâce à la discipline et à la rigueur des systèmes de gestion d'Alcan et au fait d'avoir pleinement profité des conditions favorables du marché* ». Le 24 avril

dernier, il déclarait : « *Notre discipline financière soutenue, alliée à la conjoncture économique favorable pendant le trimestre, a gonflé les bénéfices et le rendement du capital investi à des niveaux sans précédent* ».

De fait, au 1er trimestre 2007, Alcan affiche un bénéfice net record de 591 millions de dollars en hausse de 30% sur un an. La trésorerie d'exploitation atteint « *un niveau sans précédent pour un premier trimestre* » à 582 millions de dollars contre 362 millions de dollars un an plus tôt. Au trimestre terminé les 31 mars, le dividende distribué aux actionnaires atteint 588 millions de dollars en 2007 contre 451 millions de dollars en 2006.

Bref l'argent coule à flots, mais il sert moins que jamais à développer l'emploi, les qualifications, la recherche et la croissance réelle en France et en Europe. C'est pour cela que l'entreprise risque d'être « opéée » par plus gros et plus vorace qu'elle dans la seule perspective de rendre encore plus d'argent aux actionnaires et de conforter l'hégémonie économique mondiale des États-Unis.

Il faut stopper cette opération ! Elle met en danger le potentiel de croissance et d'innovation français et européen. Tous les comités d'entreprise, d'établissements et de groupe d'Alcan en France et en Europe devraient pouvoir disposer des moyens de se concerter pour faire un diagnostic détaillé de la situation et contre-proposer face aux défis de coopération et de partage pour sécuriser l'emploi, promouvoir les qualifications et la recherche dans ce secteur en Europe. Et c'est à l'appui de ce type de travail que devrait être conduit un effort de redéfinition de la politique industrielle en France et en Europe, particulièrement dans ce secteur. De la même façon, c'est pour appuyer ce ressaisissement si nécessaire que la Banque centrale européenne (BCE) devrait mobiliser ses capacités de création monétaire et le crédit bancaire, au lieu de soutenir la dépense publique aux États-Unis en plaçant ses réserves en dollars en bons du Trésor américain, et d'asphyxier l'activité en Europe en remontant uniformément ses taux d'intérêt, sans aucune sélectivité favorable à l'emploi et à la croissance réelle.

L'Europe se mobilise contre la précarité de l'emploi

Lisbonne 19 octobre: en marge du traité express contre les peuples une grande manifestation pour s'opposer à la flexicurité

C'est un double message qui nous parvient de Lisbonne. Les 27 chefs d'État et de gouvernement se sont mis d'accord sur le traité modificatif qui doit se substituer à la constitution rejetée par les électeurs français et néerlandais, tout en en gardant toute la substance. « C'est une victoire de l'Europe. Avec ce traité nous sommes en mesure de sortir de l'impasse », a lancé le premier ministre socialiste portugais, José Socrates, dont le pays exerce la présidence de l'UE.

À quelques encablures de là, changement total de perspective : une immense manifestation rassemblait dans la rue tout un peuple portugais faisant entendre son ras-le-bol des souffrances et de la misère générées par la précarisation croissante du travail et pointant les responsabilités européennes et l'aspiration grandissante à une tout autre construction.

La démonstration digne et forte de la foule des Portugais, rassemblée dans les rues de Lisbonne, est là pour l'attester, le terme « historique » est sur les lèvres. La manifestation aura été la plus grande de ces vingt dernières reconnaissent tous les observateurs, y compris la police, interrogée hier matin par la presse portugaise. Carvalho da Silva, le secrétaire général de la CGTP, le syndicat organisateur du rassemblement, souligne que s'exprime ainsi « une condamnation croissante et sans appel des recettes néolibérales, mises en oeuvre avec zèle par le gouvernement de José Socrates ».

En tête du défilé une immense banderole clame en portugais et en anglais « pour une Europe sociale ». À des années-lumière naturellement du texte alors en cours d'adoption à l'intérieur du pavillon atlantique. Fendant la foule, très applaudi, Jeronimo de Sousa,

président du Parti communiste portugais, répond au débotté sur la signification de l'événement pour le Portugal et l'Europe : « Ceci est une déroute pour tous ceux qui ont tablé sur le conformisme des travailleurs, les voilà debout qui combattent la politique d'injustice sociale. »

LES SALAIRES CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE

Les manifestants visaient principalement la signature, en marge du sommet, d'un accord sur la flexicurité jeudi après-midi entre BusinessEurope, l'organisation patronale européenne, et la Confédération européenne des syndicats (CES). Jose Socrates s'en était prévalu comme d'un symbole pour démontrer l'avancée des engagements pris dans l'agenda, fixé il y a sept ans également dans la capitale portugaise, sous couvert de faire de l'UE « la zone la plus compétitive de la planète ». En fait, hélas, une machine à impulser les réformes antisociales, comme on a pu l'expérimenter aux quatre coins de l'UE.

L'habillage « flexicuritaire » cherche à épouser l'aspiration à une sécurisation des parcours professionnels qui va croissant dans tous les pays. Mais ce qui prime, selon le consensus dominant, c'est la volonté de déréguler le marché du travail afin de licencier plus facilement les salariés. Les travailleurs portugais savent combien les dés sont pipés, eux qui ont fait l'expérience d'une précarisation forcée ces dernières années et qui ont accueilli avec colère les nouvelles réformes annoncées par leur gouvernement afin d'augmenter encore la dose. Leur résistance et leur appel à une autre Europe sont une formidable bouffée d'air, un sacré signe d'espoir, pour tous ceux qui, en Europe, entendent faire front.

Bruno Odent (extraits)

Rome le 20 octobre: Manifestation pour infléchir à gauche la politique de Prodi

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté samedi 20 octobre à Rome à l'appel des deux quotidiens communistes Liberazione et Il Manifesto ainsi que de Rifondazione comunista, du Parti des communistes italiens et de nombreuses organisations du mouvement social. Ils demandaient un net infléchissement de la politique du gouvernement Prodi, notamment sur la précarité du travail qui touche en Italie 4 millions de salariés, et notamment de jeunes. A noter la participation particulièrement importante des métallurgistes de la FIOM (CGIL) venus contester l'ac-

cord conclu le 23 juillet entre les trois fédérations syndicales (CGIL-UIL et CISL) et le gouvernement sur la politique sociale et qui a été majoritairement approuvé à la mi-octobre lors d'une consultation interne organisée par les syndicats.

Le débat se poursuit donc désormais au Parlement dans un contexte politique difficile pour la majorité de centre-gauche également sous la pression du patronat et de la droite.

PARIS LE 27 OCTOBRE: A NOUS DE JOUER